Bureau du 10 mars 2003

Décision n° B-2003-1191

commune (s) : Lyon 9°

objet : **La Duchère - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Actions 2003 - Convention de participation financière**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des opérations - Développement social urbain

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 27 février 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

L'objet du présent rapport concerne la participation financière de la Communauté urbaine, d'un montant de 91 470 € nets de taxes, pour le dispositif de médiation et de tranquillité, sous maîtrise d'ouvrage de l'Association lyonnaise pour la tranquillité et la médiation (ALTM), dans le cadre des actions de GSUP prévues dans le quartier de la Duchère en 2003.

La démarche de gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) est inscrite au cœur des enjeux du contrat de ville 2000-2006 de l'agglomération lyonnaise, du projet de quartier de la Duchère et du grand projet de ville. Dans le quartier de la Duchère, la GSUP est le moyen d'une réponse collective et concertée des acteurs locaux, des collectivités et des institutions aux problématiques spécifiques du quartier afin d'enrayer le processus de déqualification qui conduit aux départs des duchérois et au manque d'attractivité du quartier vis-à-vis d'habitants potentiels.

Cette démarche se décline selon la convention-cadre 2001-2003 approuvée par délibération du Conseil en date du 27 mars 2001 autour de trois axes :

- amélioration de la gestion urbaine et du cadre de vie,
- amélioration du lien social de proximité,
- amélioration de la sécurité et de la tranquillité des habitants.

En ce qui concerne ce dernier axe, l'ALTM propose pour l'année 2003 un dispositif de médiation et de tranquillité dans le quartier de la Duchère.

L'ALTM est une association loi 1901 regroupant les bailleurs, les transporteurs et les collectivités pour gérer un dispositif de médiation-tranquillité dans des quartiers d'habitat social identifiés comme prioritaires. Son action, qui s'inscrit dans le cadre du contrat de ville 2000-2006 de l'agglomération lyonnaise, portera en premier lieu sur le quartier de la Duchère.

Plus précisément, l'ALTM aura pour rôle :

- d'organiser la gestion et le développement des services dans les domaines de la prévention et de la tranquillité urbaines, de la sécurisation des espaces publics et des espaces privés ouverts au public, de la médiation sociale,
- de participer et de s'adapter à la gestion sociale et urbaine de proximité pour renforcer la cohésion sociale des quartiers,
- d'accompagner les populations dans les transports,
- de participer à l'animation et à la gestion des territoires urbains,
- d'assurer la formation, la qualification et l'insertion de ses employés.

Par délibération en date du 4 novembre 2002, le conseil de Communauté a approuvé son adhésion à cette association.

Le coût total de l'action réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'ALTM est évalué à 758 683 € pour la première année avec le plan de financement suivant :

- CNSEA	155 000 €
- organismes d'HLM	121 740 €
- SNCF	15 000 €
- SLTC	15 000 €
- ville de Lyon	228 673 €
- Communauté urbaine	91 470 €
- Europe	128 000 €
- divers	3 800 €
	<hr/>
total	758 683 €

Vu ladite convention ;

Vu les délibérations du Conseil n° 2001-6490, n° 2002-0805, n° 2003-1087 et respectivement en date des 27 mars 2001, 4 novembre 2002 et 3 mars 2003 ;

Vu la convention-cadre de gestion sociale de proximité 2001-2003 pour Lyon ;

Vu le contrat de ville 2000-2006 de l'agglomération lyonnaise ;

DECIDE

1° - Approuve le versement de 91 470 € nets de taxes à l'ALTM pour le dispositif de médiation et de tranquillité, dans le quartier de la Duchère pour l'année 2003.

2° - Autorise monsieur le président à signer la convention de participation financière passée avec l'ALTM.

3° - La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2003 - compte 657 480 - fonction 824 - opération 0452.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,